

31 mars 2021



PERSPECTIVES PRÉBUDGÉTAIRES



BUREAU DU DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET
OFFICE OF THE PARLIAMENTARY BUDGET OFFICER

Le directeur parlementaire du budget (DPB) appuie le Parlement en fournissant des analyses économiques et financières dans le but d'améliorer la qualité des débats parlementaires et de promouvoir une plus grande transparence et responsabilité en matière budgétaire.

Le présent rapport actualise les *Perspectives économiques et financières* de septembre 2020 du DPB en prévision du budget de 2021.

Analystes principales :

Kristina Grinshpoon, conseillère-analyste

Caroline Nicol, analyste

Collaborateurs :

Nasreddine Ammar, analyste

Robert Behrend, conseiller-analyste

Étienne Bergeron, analyste

Mark Creighton, analyste

Eskandar Elmarzougui, analyste principal

Jamie Forsyth, analyste

Jill Giswold, analyste

Raphaël Liberge-Simard, analyste

Sarah MacPhee, analyste

Salma Mohamed Ahmed, assistante de recherche

Nora Nahornick, analyste

Ben Segel-Brown, analyste

Nigel Wodrich, analyste

Ce rapport a été préparé sous la supervision de :

Chris Matier, directeur général

Trevor Shaw, directeur

Nancy Beauchamp, Carol Faucher, Jocelyne Scrim et Rémy Vanherweghem ont contribué à la préparation du rapport pour publication.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec nous à l'adresse suivante : dpb-pbo@parl.gc.ca.

Yves Giroux

Directeur parlementaire du budget

Table des matières

Perspectives prébudgétaires	1
Perspectives économiques	1
Perspectives financières	3
Principales hypothèses et risques	6
Annexe A : Perspectives économiques détaillées	8
Annexe B : Composition du PIB nominal	9
Annexe C : Mesures budgétaires fédérales prises en réaction à la COVID-19	10
Annexe D : Perspectives financières détaillées	11
Annexe E : Perspectives financières détaillées (% du PIB)	12
Annexe F : Compte des opérations de l'assurance-emploi	13
Annexe G : Charges de programmes directes	14
Annexe H : Perspectives concernant la dette fédérale	15
Annexe I : Comparaison aux perspectives de septembre 2020	16
Annexe J : Comparaison à l'<i>Énoncé économique</i>	17
Notes	18

Perspectives prébudgétaires

Le présent rapport actualise les *Perspectives économiques et financières* de septembre 2020 du DPB en prévision du budget de 2021¹. Il comprend les données économiques allant jusqu'au 12 mars 2021 inclusivement.

Les *Perspectives prébudgétaires* tiennent compte des mesures financières annoncées par le gouvernement dans l'*Énoncé économique de l'automne* publié en novembre 2020, à l'exception des 70 à 100 milliards de dollars destinés aux dépenses de relance.

Le lecteur trouvera ci-dessous les grandes lignes des perspectives actualisées du DPB. Les détails des projections sont fournis aux annexes A à J.

Perspectives économiques

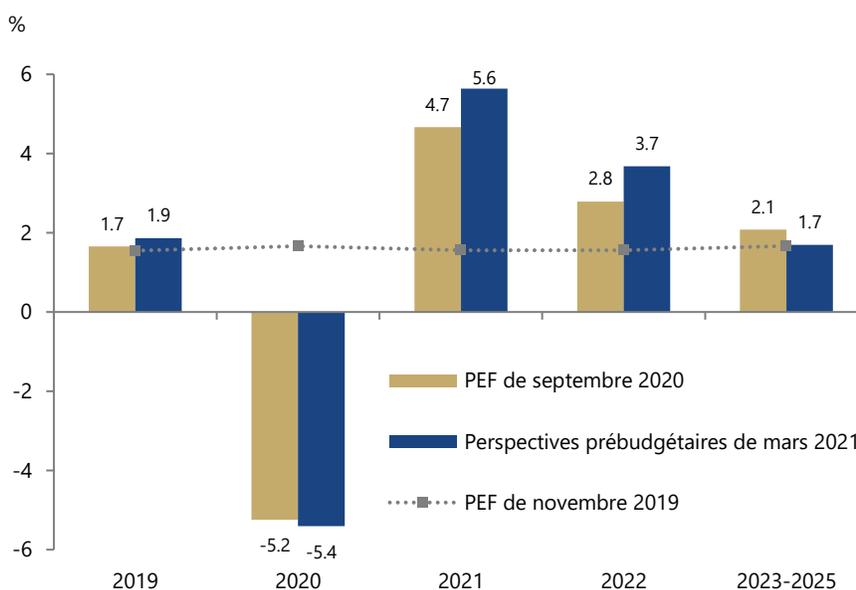
Les perspectives de l'économie canadienne se sont grandement améliorées en comparaison avec notre rapport de septembre 2020. Cette amélioration s'explique par l'arrivée et l'administration plus tôt que prévu de vaccins efficaces, la hausse du cours des produits de base et une relance plus vigoureuse aux États-Unis.

Malgré des résultats plus faibles que prévu dans la deuxième moitié de 2020, nous prévoyons maintenant une reprise plus forte de l'économie canadienne avec le PIB réel qui retrouvera son niveau d'avant la crise plus tard dans l'année². Nous avons révisé à la hausse la croissance annuelle du PIB réel de près d'un point de pourcentage complet en 2021 et 2022 (figure 1).

Les cours du pétrole brut ont nettement augmenté depuis les perspectives de septembre. L'amélioration des perspectives économiques mondiales et l'arrivée plus tôt que prévu des vaccins ont stimulé la demande de pétrole. En outre, la réduction de la production décidée par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et ses pays partenaires a restreint l'offre. Le prix des produits de base non énergétiques a aussi bondi en raison de la forte demande et de l'amélioration des perspectives mondiales.

D'après les prix à terme en février, nous prévoyons que le cours du West Texas Intermediate (WTI) et du Western Canada Select (WCS) sera, en moyenne, de 59 et 47 dollars américains le baril, respectivement, de 2021 à 2025, soit une hausse de 16 dollars américains par rapport à nos perspectives de septembre. Ces nouvelles perspectives prévoient, en fait, que l'économie se remettra du choc négatif qu'elle a subi en 2020 à la suite de la chute des prix du pétrole³.

Figure 1 Croissance du PIB réel



Sources : Statistique Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : La période de projection de mars 2021 s'étend de 2021 à 2025.

Compte tenu du rebond du cours des produits de base et de la vigueur de la reprise économique, nous avons révisé à la hausse nos perspectives en ce qui concerne le PIB nominal — mesure la plus large de l'assiette fiscale du gouvernement — de 95 milliards de dollars (3,7 %) par an, en moyenne, de 2021 à 2025.

Par rapport à nos perspectives de novembre 2019, le niveau projeté du PIB nominal demeure, en fait, inchangé de 2022 à 2025⁴.

Étant donné la reprise de l'activité économique qui suivra l'accélération du rythme de la vaccination et l'éventuel assouplissement des mesures sanitaires, nous prévoyons que le marché du travail se rétablira plus tôt que prévu dans nos perspectives de septembre. Nous estimons que l'emploi reviendra à son niveau prépandémique d'ici la fin de 2021 et que le taux de chômage diminuera progressivement pour être inférieur à son niveau prépandémique d'ici la fin de 2022 (tableau 1).

D'après les prévisions du DPB concernant les indicateurs relatifs aux garde-fous budgétaires que le gouvernement mentionne dans son *Énoncé économique de l'automne*, presque la totalité du terrain perdu sur le marché du travail à cause de la pandémie aura été regagné d'ici la fin de l'exercice 2021-2022, première année où seront dépensés les fonds réservés aux mesures de relance⁵. Cela porte à croire encore une fois que l'ampleur et le calendrier des mesures de relance budgétaire, pour lesquelles une enveloppe de 70 à 100 milliards de dollars est prévue, ont peut-être été mal ajustés⁶.

Tableau 1 Résumé des perspectives économiques

%	Projection					
	2019	2020	2021	2022	2023	2024-2025
Croissance du PIB réel	1,9	-5,4	5,6	3,7	1,8	1,6
Emploi (milliers)	19 058	18 502	19 070	19 471	19 668	19 966
Taux de chômage	5,7	9,5	7,5	6,0	5,5	5,5
Prix du pétrole WTI (\$ US)	57	39	57	58	59	61
Inflation de l'IPC	2,0	0,7	2,1	1,7	2,0	2,1
Taux directeur de la Banque du Canada	1,75	0,25	0,25	0,25	0,75	1,75

Sources : Statistique Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : L'emploi et le taux directeur de la Banque du Canada sont les valeurs de la fin de période.

À court terme, nous nous attendons à ce que l'augmentation d'une année sur l'autre de l'indice des prix à la consommation (IPC) dépasse temporairement la cible d'inflation de 2 % de la Banque du Canada en raison des effets de glissement annuel et de la hausse des prix de l'essence. L'offre excédentaire se résorbant et les attentes inflationnistes restant ancrées autour de la cible de 2 %, l'inflation sous-jacente reviendra progressivement à cette cible.

Selon nos perspectives concernant l'inflation et le PIB potentiel, nous présumons que la Banque du Canada maintiendra son taux directeur à 0,25 % tout au long de 2022 et poursuivra son programme d'assouplissement quantitatif. La politique monétaire devrait alors se normaliser graduellement, et la Banque du Canada devrait relever son taux directeur à partir du début de 2023.

Perspectives financières

Nos perspectives actualisées tiennent compte des mesures annoncées dans *l'Énoncé économique de l'automne*, à l'exception de l'enveloppe de 70 à 100 milliards de dollars prévue pour les dépenses de relance économique⁷. Nous n'avons rien prévu pour les mesures qui pourraient être annoncées dans le budget de 2021.

Le DPB prévoit des déficits budgétaires de 363,4 et 121,1 milliards de dollars en 2020-2021 et 2021-2022, respectivement (tableau 2)⁸. Par rapport à la taille de l'économie, le déficit en 2020-2021 s'élève à 16,5 % du PIB, ce qui en fait le plus grand déficit budgétaire depuis le début de la série en 1966-1967.

D'après nos calculs fondés sur les estimations de Finances Canada et du DPB, les mesures fédérales prises en réponse à la COVID-19 s'élèveront au total à 331 milliards de dollars⁹.

Tableau 2 Résumé des perspectives financières

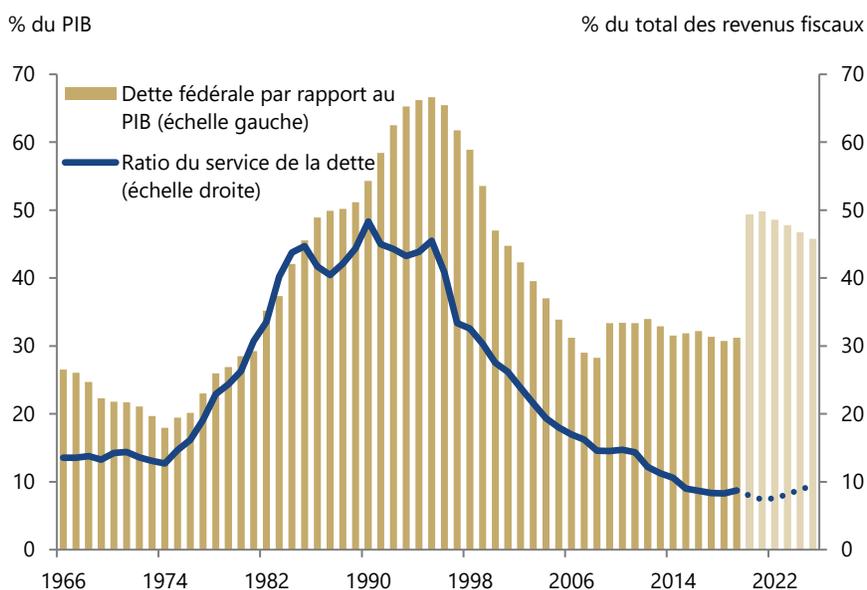
G\$	2019- 2020	Projection					
		2020- 2021	2021- 2022	2022- 2023	2023- 2024	2024- 2025	2025- 2026
Revenus budgétaires	334,1	288,3	345,4	374,4	393,7	411,1	427,5
Charges de programmes	338,5	615,6	430,6	375,7	381,0	394,6	408,8
Frais de la dette publique	24,4	21,0	21,7	23,7	26,4	29,8	33,0
Pertes actuarielles	10,6	15,1	14,2	12,9	12,8	7,4	5,0
Total des charges*	373,5	651,7	466,5	412,2	420,2	431,7	446,7
Solde budgétaire	-39,4	-363,4	-121,1	-37,8	-26,4	-20,6	-19,2
Dette fédérale	721,4	1 085,9	1 207,0	1 244,8	1 271,3	1 291,9	1 311,1
% du PIB							
Solde budgétaire	-1,7	-16,5	-5,0	-1,5	-1,0	-0,7	-0,7
Dette fédérale	31,2	49,3	49,8	48,6	47,8	46,8	45,8

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : * Total des charges indiquée ici comprend les pertes actuarielles. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Nous prévoyons que le ratio de la dette du gouvernement au PIB atteindra 49,8 % en 2021-2022, mais qu'il diminuera progressivement à moyen terme. Il faut remonter à 1999-2000 pour voir un ratio de la dette fédérale au PIB supérieur à 50 % (figure 2). Ce niveau, toutefois, demeure bien inférieur au sommet atteint depuis le début de la série en 1966-1967, c'est-à-dire 66,6 % en 1995-1996.

Figure 2 Ratios de la dette et du service de la dette



Sources : Finances Canada, Statistique Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : Les données correspondent aux exercices financiers (2020 correspond ainsi à l'exercice 2020-2021). La période de projection s'étend de 2020-2021 à 2025-2026.

De plus, en raison de faibles taux d'intérêt, le coût du service de la dette fédérale demeure à des niveaux historiquement bas. Malgré la hausse record de la dette fédérale, nous prévoyons que le ratio du service de la dette publique (c'est-à-dire le rapport entre les frais de la dette et les recettes fiscales) atteindra en 2021-2022 le taux le plus faible jamais enregistré et augmentera ensuite progressivement.

Avec le retour effectif du PIB nominal à sa trajectoire d'avant la crise à moyen terme, il est intéressant d'observer l'évolution des perspectives financières depuis nos perspectives de novembre 2019.

Des facteurs extraordinaires mais temporaires influent sur le solde budgétaire en 2020-2021 et 2021-2022 : baisse record de l'activité économique et mesures de soutien du revenu à grande échelle (tableau 3). Le rebond prévu de l'assiette fiscale du gouvernement se traduira, en fait, par un retour des recettes budgétaires à leur trajectoire pré-pandémique à moyen terme. Les mesures budgétaires qui ne sont pas liées à la pandémie comptent pour 63 milliards de dollars (cumulatifs) dans les déficits budgétaires de 2020-2021 à 2024-2025.

Tableau 3 Évolution du solde budgétaire depuis novembre 2019

G\$	Projection					
	2019- 2020	2020- 2021	2021- 2022	2022- 2023	2023- 2024	2024- 2025
Solde budgétaire – novembre 2019	-21,1	-23,3	-19,0	-14,6	-12,5	-11,1
Mesures en réaction à la COVID-19	-7,2	-271,3	-48,5	-3,2	-0,3	-0,2
Mesures fiscales supplémentaires	-2,9	-12,4	-23,6	-8,9	-9,7	-8,8
Autres développements économiques et budgétaires	-8,2	-56,4	-30,1	-11,2	-4,0	-0,6
Solde budgétaire – mars 2021	-39,4	-363,4	-121,1	-37,8	-26,4	-20,6

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : Les mesures fiscales supplémentaires comprennent les mesures politiques de la *Mise à jour économique et budgétaire de 2019*, du *Portrait économique et budgétaire 2020* et de l'*Énoncé économique de l'automne de 2020*. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Principales hypothèses et risques

Les perspectives actualisées présentent aux parlementaires des prévisions de référence afin de les aider à évaluer les résultats économiques et financiers potentiels des politiques actuelles. Elles ne prédisent pas de futurs résultats économiques et budgétaires. Les principales hypothèses et risques figurent ci-dessous.

L'incertitude entourant les perspectives demeure élevée. Cela dit, en mettant de côté les mesures de relance prévues par le gouvernement et les mesures potentielles dans le budget de 2021, nous jugeons que les risques pour nos projections économiques et financières sont relativement équilibrés.

Pandémie de COVID-19

Les perspectives économiques et financières du DPB dépendent, bien entendu, de l'évolution de la pandémie, qui demeure par nature incertaine. Nous sommes partis de l'hypothèse qu'il n'y aura pas de troisième vague grave d'infections au coronavirus et à ses variants¹⁰ et que l'immunité générale¹¹ sera atteinte d'ici la fin de l'année, la proportion de la population vaccinée augmentant de façon constante au cours des prochains mois.

Même si la vaccination intervient plus tôt que prévu, la pandémie continue de faire peser un risque à la baisse important sur les perspectives. Par exemple, une forte résurgence de cas pourrait nécessiter des mesures de confinement plus rigoureuses.

Dans un scénario où des mesures de confinement plus strictes devraient être prises, l'économie serait plus faible que prévu dans nos projections de

référence, ce qui, ajouté à d'autres mesures stratégiques, creuserait encore les déficits budgétaires et augmenterait les niveaux d'endettement.

Économie américaine et prix des produits de base

Nos perspectives actualisées prennent en compte l'*American Rescue Plan Act of 2021* (ARPA), plan de sauvetage entré en vigueur le 11 mars aux États-Unis qui prévoit 1,9 billion de dollars pour soutenir l'économie américaine¹². La reprise économique américaine pourrait être plus forte que prévu, en particulier si d'autres mesures budgétaires sont mises en œuvre. De plus, l'incidence de l'ARPA sur l'économie canadienne pourrait être plus importante que nous ne l'envisageons.

Notre projection des prix des produits de base reposait sur les prix à terme de février. Cependant, le prix au comptant actuel de la plupart des produits de base dépasse nos perspectives à court terme. Une demande mondiale plus forte que prévu ou un resserrement supplémentaire de l'offre pourrait entraîner une hausse des cours des produits de base, tant énergétiques que non énergétiques, plus importante que prévu dans notre scénario de référence.

Dépenses de relance et mesures du budget de 2021

Les 70 à 100 milliards de dollars que le gouvernement affecte aux dépenses de relance et à des mesures potentielles dans le budget de 2021 posent un risque à la hausse pour nos perspectives économiques.

Étant donné le peu de détails connus sur l'ampleur, le calendrier et la composition des mesures de relance que financeront les 70 à 100 milliards de dollars annoncés dans l'*Énoncé économique de l'automne*, nous n'avons pas tenu compte de ces dépenses dans nos nouvelles perspectives.

Des mesures de relance temporaires de cette ampleur donneront vraisemblablement un coup de fouet à l'économie canadienne, mais elles creuseront considérablement les déficits budgétaires et feront augmenter la dette fédérale à moyen terme plus que prévu dans notre scénario de référence.

Les perspectives du DPB ne tiennent pas compte des mesures potentielles qui pourraient être incluses dans le budget de 2021. Si ces mesures se traduisent par de nouveaux programmes permanents financés par des déficits, il y a un risque que la trajectoire soutenable de la dette au PIB que nous prévoyons à moyen et à long terme soit inversée¹³.

Annexe A: Perspectives économiques détaillées

% sauf indication contraire	Projection						
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Croissance du PIB réel							
Mars 2021	1,9	-5,4	5,6	3,7	1,8	1,7	1,6
Septembre 2020	1,7	-5,2	4,7	2,8	2,4	2,0	1,9
Croissance du PIB potentiel							
Mars 2021	1,7	1,3	1,0	1,4	1,7	1,8	1,7
Septembre 2020	1,8	1,4	0,8	1,0	1,3	1,7	1,8
Inflation du PIB							
Mars 2021	1,7	0,8	4,1	2,0	2,1	2,1	2,1
Septembre 2020	1,9	0,5	1,8	1,6	1,9	2,0	2,0
Croissance du PIB nominal							
Mars 2021	3,6	-4,6	9,9	5,7	3,9	3,8	3,7
Septembre 2020	3,6	-4,8	6,5	4,5	4,3	4,0	3,9
PIB nominal (milliards de \$)							
Mars 2021	2 311	2 204	2 423	2 562	2 661	2 763	2 865
Septembre 2020*	2 311	2 203	2 351	2 455	2 562	2 663	2 769
Taux des bons du Trésor à 3 mois							
Mars 2021	1,7	0,4	0,2	0,2	0,5	1,0	1,5
Septembre 2020	1,7	0,4	0,2	0,2	0,2	0,6	1,1
Taux des obligations du gouvernement à 10 ans							
Mars 2021	1,6	0,7	1,3	1,4	1,6	2,0	2,4
Septembre 2020	1,6	0,7	0,7	0,9	1,0	1,3	1,8
Taux de change (cents US / \$ CAN)							
Mars 2021	75,4	74,6	78,6	80,6	81,7	82,2	82,3
Septembre 2020	75,4	74,5	76,2	76,1	75,9	75,8	75,8
Taux de chômage							
Mars 2021	5,7	9,5	7,5	6,0	5,5	5,5	5,4
Septembre 2020	5,7	9,7	8,1	6,5	5,7	5,5	5,4
Inflation de l'IPC							
Mars 2021	2,0	0,7	2,1	1,7	2,0	2,1	2,2
Septembre 2020	2,0	0,6	1,1	1,6	1,9	2,0	2,0
Croissance du PIB réel américain							
Mars 2021	2,2	-3,5	6,1	4,3	2,4	1,9	1,8
Septembre 2020	2,2	-5,0	3,9	3,4	2,8	2,3	1,9
Prix du pétrole WTI (\$ US)							
Mars 2021	57	39	57	58	59	60	61
Septembre 2020	57	39	41	42	43	44	44

Sources : Statistique Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : * Les niveaux du PIB nominal de septembre 2020 ont été ajustés en fonction des données historiques.

Annexe B: Composition du PIB nominal

% du PIB	Projection						
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Parts des dépenses							
Dépenses de consommation finale des ménages	56,2	55,9	53,9	54,4	55,1	56,0	56,4
Dépenses des institutions sans but lucratif au service des ménages	1,6	1,7	1,7	1,7	1,6	1,6	1,6
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	20,8	22,5	22,2	20,8	20,5	19,9	19,6
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	3,9	4,3	4,3	3,9	3,9	3,8	3,8
Investissements résidentiels	7,3	8,4	9,0	8,5	8,2	7,9	7,8
Formation brute de capital fixe non résidentiel des entreprises	11,0	10,2	9,8	10,4	11,1	10,9	10,8
Investissements en stocks	0,7	-0,9	-0,5	-0,1	-0,4	0,1	0,2
Exportations de biens et services	31,9	29,0	31,2	31,7	31,5	31,5	31,5
Importations de biens et services	33,5	31,0	31,4	31,3	31,4	31,7	31,8
Parts des revenus							
Rémunération des salariés	50,9	52,6	50,8	50,4	50,6	50,6	50,8
Revenu mixte net	8,9	9,6	9,1	8,9	8,8	8,8	8,8
Bénéfices des sociétés avant impôts	10,0	9,8	12,5	11,1	10,5	10,1	9,5
Revenu des investissements	2,6	2,6	2,5	2,5	2,5	2,6	2,6
Consommation de capital fixe	16,5	17,7	16,3	15,8	15,8	15,8	15,9
Impôts moins les subventions sur la production	4,4	1,7	1,9	4,3	4,3	4,3	4,3
Impôts moins les subventions sur les produits et les importations	6,7	6,2	6,9	7,1	7,4	7,8	8,0

Sources : Statistique Canada et directeur parlementaire du budget.

Annexe C: Mesures budgétaires fédérales prises en réaction à la COVID-19

G\$	Projection						Total
	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	
Subvention salariale d'urgence du Canada*	-	89,5	15,1	-	-	-	104,6
Prestation canadienne d'urgence*^	6,5	67,6	-	-	-	-	74,1
Les prestations de la relance économique**	-	18,0	11,0	-	-	-	29,0
Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes*	-	20,3	-	-	-	-	20,3
Accord sur la relance sécuritaire	-	18,8	-	-	-	-	18,8
Modifications à l'assurance - emploi*	-	4,9	8,6	2,7	-	-	16,2
Bonification du crédit pour la TPS*	-	5,7	-	-	-	-	5,7
Subvention d'urgence du Canada pour le loyer et l'indemnité de confinement*	-	4,2	1,1	-	-	-	5,4
Complément de salaire pour les travailleurs essentiels	-	3,0	-	-	-	-	3,0
Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants*	-	3,0	-	-	-	-	3,0
Prestations aux aînés paiement unique*	-	2,5	-	-	-	-	2,5
Bonification de l'Allocation canadienne pour enfants*	-	1,9	-	-	-	-	1,9
Autres	0,7	32,0	12,6	0,5	0,3	0,2	46,3
Total	7,2	271,3	48,5	3,2	0,3	0,2	330,6

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : * Indique une estimation de coûts du DPB, disponible à : <https://covid19.pbo-dpb.ca/#/fr>.

** Les prestations de la relance économique comprennent la prestation canadienne de la relance économique, la prestation canadienne de la maladie pour la relance économique et la prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants.

^ Comprend la portion d'assurance-emploi de la prestation canadienne d'urgence.

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Annexe D: Perspectives financières détaillées

G\$	Projection						
	2019 -2020	2020 -2021	2021 -2022	2022 -2023	2023 -2024	2024 -2025	2025 -2026
Impôts sur le revenu							
Impôt sur le revenu des particuliers	167,6	168,0	179,6	188,3	195,8	203,4	211,9
Impôt sur le revenu des sociétés	50,1	43,5	49,2	52,0	54,0	55,9	57,7
Impôt sur le revenu des non-résidents	9,5	8,5	9,5	10,1	10,5	11,0	11,5
Impôt total sur le revenu	227,1	220,0	238,3	250,5	260,3	270,2	281,1
Taxes et droits d'accise							
Taxe sur les produits et services	37,4	29,4	39,2	42,9	45,1	47,8	49,8
Droits de douane à l'importation	4,9	4,1	5,3	5,8	6,1	6,4	6,6
Autres taxes et droits d'accise	11,6	10,7	11,3	11,9	12,1	12,3	12,4
Total des taxes et droits d'accise	53,9	44,2	55,8	60,6	63,3	66,4	68,8
Produits issus de la redevance sur les combustibles	2,7	5,0	6,8	8,5	11,0	13,3	15,4
Cotisations d'AE	22,2	21,8	22,6	24,2	26,3	28,4	29,7
Autres revenus	28,3	-2,7	21,9	30,6	32,9	32,8	32,5
Total des revenus budgétaires	334,1	288,3	345,4	374,4	393,7	411,1	427,5
Principaux transferts aux personnes							
Prestations aux aînés	56,2	59,1	62,4	65,8	69,5	73,5	77,6
Prestations d'AE	21,8	68,8	41,7	27,2	21,1	20,7	21,0
PUC/PCRÉ	4,7	54,7	11,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations pour enfants	24,3	27,5	27,9	26,8	27,4	27,8	28,4
Total	107,1	210,1	143,1	119,9	118,1	122,0	127,0
Principaux transferts aux autres administrations							
Transfert canadien en matière de santé	40,9	41,9	43,1	44,5	46,0	49,1	51,3
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	14,6	15,0	15,5	15,9	16,4	16,9	17,4
Péréquation	19,8	20,6	20,9	21,5	22,2	23,7	24,8
Formule de financement des territoires	3,9	4,2	4,4	4,6	4,8	5,0	5,2
Autres transferts aux gouvernements	-0,1	12,3	1,8	-3,4	-3,6	-3,9	-4,1
Total	79,2	94,0	85,7	83,1	85,9	90,7	94,5
Charges de programmes directes							
Autres paiements de transfert	57,0	204,3	97,8	70,2	74,2	77,7	80,1
Dépenses de fonctionnement et d'immobilisations	95,2	107,3	104,1	102,6	102,9	104,2	107,2
Total des charges de programmes directes	152,2	311,6	201,9	172,8	177,1	181,9	187,3
Total des charges de programmes	338,5	615,6	430,6	375,7	381,0	394,6	408,8
Frais de la dette publique	24,4	21,0	21,7	23,7	26,4	29,8	33,0
Total des charges	362,9	636,6	452,3	399,4	407,4	424,3	441,7
Solde budgétaire avant les pertes actuarielles	-28,8	-348,3	-106,9	-25,0	-13,7	-13,3	-14,2
Pertes actuarielles nettes	-10,6	-15,1	-14,2	-12,9	-12,8	-7,4	-5,0
Solde budgétaire	-39,4	-363,4	-121,1	-37,8	-26,4	-20,6	-19,2
Dette fédérale	721,4	1 085,9	1 207,0	1 244,8	1 271,3	1 291,9	1 311,1

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Annexe E: Perspectives financières détaillées (% du PIB)

% du PIB	Projection						
	2019 -2020	2020 -2021	2021 -2022	2022 -2023	2023 -2024	2024 -2025	2025 -2026
Impôts sur le revenu							
Impôt sur le revenu des particuliers	7,3	7,6	7,4	7,4	7,4	7,4	7,4
Impôt sur le revenu des sociétés	2,2	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0
Impôt sur le revenu des non-résidents	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Impôt total sur le revenu	9,8	10,0	9,8	9,8	9,8	9,8	9,8
Taxes et droits d'accise							
Taxe sur les produits et services	1,6	1,3	1,6	1,7	1,7	1,7	1,7
Droits de douane à l'importation	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Autres taxes et droits d'accise	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4
Total des taxes et droits d'accise	2,3	2,0	2,3	2,4	2,4	2,4	2,4
Produits issus de la redevance sur les combustibles	0,1	0,2	0,3	0,3	0,4	0,5	0,5
Cotisations d'AE	1,0	1,0	0,9	0,9	1,0	1,0	1,0
Autres revenus	1,2	-0,1	0,9	1,2	1,2	1,2	1,1
Total des revenus budgétaires	14,5	13,1	14,3	14,6	14,8	14,9	14,9
Principaux transferts aux personnes							
Prestations aux aînés	2,4	2,7	2,6	2,6	2,6	2,7	2,7
Prestations d'AE	0,9	3,1	1,7	1,1	0,8	0,7	0,7
PUC/PCRÉ	0,2	2,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations pour enfants	1,1	1,2	1,2	1,0	1,0	1,0	1,0
Total	4,6	9,5	5,9	4,7	4,4	4,4	4,4
Principaux transferts aux autres administrations							
Transfert canadien en matière de santé	1,8	1,9	1,8	1,7	1,7	1,8	1,8
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	0,6	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Péréquation	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,9	0,9
Formule de financement des territoires	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Autres transferts aux gouvernements	0,0	0,6	0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1
Total	3,4	4,3	3,5	3,2	3,2	3,3	3,3
Charges de programmes directes							
Autres paiements de transfert	2,5	9,3	4,0	2,7	2,8	2,8	2,8
Dépenses de fonctionnement et d'immobilisations	4,1	4,9	4,3	4,0	3,9	3,8	3,7
Total des charges de programmes directes	6,6	14,1	8,3	6,7	6,7	6,6	6,5
Total des charges de programmes	14,6	27,9	17,8	14,7	14,3	14,3	14,3
Frais de la dette publique	1,1	1,0	0,9	0,9	1,0	1,1	1,2
Total des charges	15,7	28,9	18,7	15,6	15,3	15,4	15,4
Solde budgétaire avant les pertes actuarielles nettes	-1,2	-15,8	-4,4	-1,0	-0,5	-0,5	-0,5
Pertes actuarielles nettes	-0,5	-0,7	-0,6	-0,5	-0,5	-0,3	-0,2
Solde budgétaire	-1,7	-16,5	-5,0	-1,5	-1,0	-0,7	-0,7
Dette fédérale	31,2	49,3	49,8	48,6	47,8	46,8	45,8

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Annexe F: Compte des opérations de l'assurance-emploi

G\$	Projection							2028
	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	
Revenus								
Cotisations d'assurance-emploi	22,2	21,8	22,6	24,2	26,3	28,4	29,7	
Cotisations des employés fédéraux	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	
Total des revenus	22,6	22,2	23,0	24,6	26,7	28,8	30,1	
Dépenses								
Prestations	20,0	37,9	41,7	27,2	21,1	20,7	21,0	
Frais d'administration	1,9	2,1	2,0	2,0	2,1	2,2	2,3	
Dépenses totales	21,9	39,9	43,7	29,3	23,3	22,9	23,3	
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	(...)	2028
Solde annuel	-1,9	-12,3	-19,4	-10,0	1,5	5,4		8,3
Solde cumulatif	5,2	-7,1	-26,5	-36,5	-35,1	-29,7		0,4
Taux de cotisation (par tranche de 100 \$ de rémunération assurable)	1,62	1,58	1,58	1,58	1,63	1,68		1,70

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Annexe G: Charges de programmes directes

G\$	Projection						
	2019- 2020	2020- 2021	2021- 2022	2022- 2023	2023- 2024	2024- 2025	2025- 2026
Autres paiements de transfert							
Frais de carburant retourné	2,6	5,5	7,2	9,1	11,5	13,8	15,9
Subvention salariale d'urgence du Canada	0,0	89,5	15,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres paiements	54,4	109,2	75,5	61,1	62,6	63,9	64,1
Total des autres paiements de transfert	57,0	204,3	97,8	70,2	74,2	77,7	80,1
Dépenses de fonctionnement							
Salaires, traitements et divers	49,5	46,1	48,2	48,1	48,4	50,1	52,0
Coûts actuels des services : avantages sociaux	3,9	7,7	8,5	8,1	7,2	6,1	5,6
Sociétés d'État consolidée	7,4	7,7	8,1	8,2	8,4	8,7	9,0
Autres dépenses de fonctionnement	28,6	29,6	30,1	30,8	31,5	32,6	33,8
Mesures stratégiques	0,0	10,6	2,7	0,8	1,0	0,8	0,8
Total des dépenses de fonctionnement	89,4	101,8	97,5	96,0	96,6	98,4	101,2
Charges d'amortissement des immobilisations	5,8	5,6	6,5	6,6	6,3	5,8	6,0
Dépenses de fonctionnement et d'immobilisations	95,2	107,3	104,1	102,6	102,9	104,2	107,2
Total des charges de programmes directes	152,2	311,6	201,9	172,8	177,1	181,9	187,3

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Annexe H: Perspectives concernant la dette fédérale

G\$	Projection						
	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026
Créditeurs et charges à payer	163,8	225,4	205,0	192,0	194,6	204,7	215,7
<i>Dette contractée sur les marchés*</i>	765,2	1 179,2	1 299,2	1 334,4	1 358,4	1 370,9	1 358,2
<i>Régimes de retraite et autres</i>	301,0	351,6	271,5	269,6	245,3	223,7	207,7
<i>Autres passifs</i>	18,6	25,9	28,5	29,3	29,8	30,1	29,8
Dette portant intérêt	1 084,8	1 556,8	1 599,2	1 633,3	1 633,6	1 624,7	1 595,8
Total des obligations	1 248,6	1 782,2	1 804,2	1 825,3	1 828,1	1 829,4	1 811,5
Actifs financiers	435,7	599,4	497,0	476,6	449,3	426,1	385,1
Actifs non financiers	91,5	96,9	100,3	103,8	107,5	111,3	115,3
Total des actifs	527,2	696,3	597,2	580,4	556,8	537,4	500,4
Dette fédérale (obligations moins actifs)	721,4	1 085,9	1 207,0	1 244,8	1 271,3	1 291,9	1 311,1
Dette fédérale (% du PIB)	31,2	49,3	49,8	48,6	47,8	46,8	45,8
Dette contractée sur les marchés : sociétés d'État mandataires*	309,0	354,1	357,7	353,3	347,1	349,1	336,6
Besoins d'emprunt, de la Loi autorisant certains emprunts	1 075,1	1 533,3	1 656,9	1 687,8	1 705,5	1 720,1	1 694,9

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : * Les exigences d'emprunt en vertu de la *Loi autorisant certains emprunts* concernent la somme de la dette contractée sur les marchés par le gouvernement du Canada et les sociétés d'État mandataires. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Après publication, des corrections ont été apportées aux données de 2019-2020 pour la dette contractée sur les marchés des sociétés d'État mandataires et les besoins d'emprunt selon la *Loi autorisant certains emprunts*.

Annexe I: Comparaison aux perspectives de septembre 2020

G\$	Projection					
	2020 -2021	2021 -2022	2022 -2023	2023 -2024	2024 -2025	2025 -2026
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	3,0	2,7	8,1	9,5	9,1	8,9
Impôt sur le revenu des sociétés	-0,6	8,2	7,5	5,0	2,6	-0,5
Impôt sur le revenu des non-résidents	0,0	1,2	1,5	1,6	1,6	1,8
Impôt total sur le revenu	2,4	12,0	17,2	16,1	13,3	10,2
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	-1,8	-0,4	1,7	2,4	3,5	3,9
Droits de douane à l'importation	0,7	0,5	0,9	1,0	1,0	1,0
Autres taxes et droits d'accise	-0,3	-0,9	-0,8	-0,8	-0,9	-0,9
Total des taxes et droits d'accise	-1,4	-0,7	1,8	2,5	3,6	4,0
Produits issus de la redevance sur les combustibles	0,6	0,7	0,9	3,3	5,7	7,9
Cotisations d'AE	-0,6	-0,3	0,4	1,6	2,4	2,8
Autres revenus	-1,1	-6,5	1,5	1,8	1,4	-0,1
Total des revenus budgétaires	-0,1	5,2	21,8	25,4	26,4	24,8
Principaux transferts aux personnes						
Prestations aux aînés	-0,8	-1,1	-1,1	-1,1	-1,2	-1,1
Prestations d'AE	33,6	8,2	1,7	-3,5	-4,7	-5,1
PUC/PCRÉ	-27,1	6,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations pour enfants	0,8	2,0	0,2	0,2	0,2	0,2
Total	6,5	15,4	0,8	-4,4	-5,7	-6,0
Principaux transferts aux autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé	0,0	0,0	0,1	0,3	0,9	1,1
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Péréquation	0,0	0,2	0,4	0,8	1,1	1,2
Formule de financement des territoires	0,0	0,2	0,4	0,6	0,7	0,9
Autres transferts aux gouvernements	-2,4	4,0	-0,7	-0,8	-0,8	-0,8
Total	-2,4	4,4	0,1	0,8	2,0	2,4
Charges de programmes directes						
Autres paiements de transfert	34,5	31,3	1,9	4,4	6,8	7,9
Dépenses de fonctionnement et d'immobilisations	-2,9	4,0	1,7	0,6	0,0	0,2
Total des charges de programmes directes	31,6	35,3	3,6	5,0	6,8	8,1
Total des charges de programmes	35,7	55,1	4,5	1,4	3,1	4,4
Frais de la dette publique	-1,0	0,7	3,3	5,2	6,6	7,0
Total des charges	34,7	55,8	7,7	6,6	9,6	11,4
Solde budgétaire avant les pertes actuarielles nettes	-34,8	-50,6	14,1	18,8	16,8	13,3
Pertes actuarielles nettes	0,1	-3,3	-3,4	-2,8	-2,6	-2,3
Solde budgétaire	-34,9	-47,3	17,5	21,6	19,4	15,6
Dette fédérale	36,1	83,5	66,0	44,4	25,0	9,4

Source : Directeur parlementaire du budget.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Annexe J: Comparaison à l'Énoncé économique

G\$	Projection					
	2020	2021	2022	2023	2024	2025
	-2021	-2022	-2023	-2024	-2025	-2026
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	5,9	7,5	9,0	8,3	7,3	6,2
Impôt sur le revenu des sociétés	4,3	4,9	3,6	1,3	-1,4	-3,1
Impôt sur le revenu des non-résidents	-1,4	-0,5	0,0	0,2	0,5	0,5
Impôt total sur le revenu	8,9	11,8	12,7	9,8	6,3	3,6
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	0,0	0,3	1,0	1,1	2,0	2,1
Droits de douane à l'importation	0,4	0,9	1,1	1,2	1,1	1,0
Autres taxes et droits d'accise	-0,1	-0,6	-0,2	-0,2	-0,1	-0,1
Total des taxes et droits d'accise	0,4	0,6	1,9	2,1	3,0	3,1
Produits issus de la redevance sur les combustibles	0,7	0,8	0,9	3,4	5,7	7,8
Cotisations d'AE	0,3	-0,4	-0,1	-0,1	-0,1	-0,4
Autres revenus	2,6	-3,4	1,3	1,2	-2,3	-4,0
Total des revenus budgétaires	12,9	9,5	16,6	16,4	12,6	10,2
Principaux transferts aux personnes						
Prestations aux aînés	-0,4	0,0	0,0	0,1	0,2	0,2
Prestations d'AE	1,6	9,2	2,5	-2,3	-3,2	-3,4
PUC/PCRÉ	-0,1	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Prestations pour enfants	-0,4	0,5	0,8	0,9	0,8	0,9
Total	0,8	10,5	3,5	-1,3	-2,2	-2,3
Principaux transferts aux autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé	0,0	0,0	0,1	-0,9	0,0	0,2
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Péréquation	0,0	0,0	0,1	-0,4	0,1	0,2
Formule de financement des territoires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,2
Autres transferts aux gouvernements	-5,8	3,6	-1,0	-1,0	-0,9	-0,9
Total	-5,7	3,6	-0,8	-2,1	-0,8	-0,4
Charges de programmes directes						
Autres paiements de transfert	5,6	1,4	3,5	5,9	8,9	10,2
Dépenses de fonctionnement et d'immobilisations	-6,4	-6,0	-4,3	-5,8	-4,2	-2,7
Total des charges de programmes directes	-0,9	-4,6	-0,8	0,1	4,7	7,5
Total des charges de programmes	-5,8	9,4	1,8	-3,4	1,7	4,8
Frais de la dette publique	0,8	1,4	1,3	0,7	-0,7	-1,3
Total des charges	-5,0	10,8	3,0	-2,7	0,9	3,3
Solde budgétaire avant les pertes actuarielles nettes	17,9	-1,3	13,6	19,1	11,6	6,9
Pertes actuarielles nettes	0,3	1,4	-0,8	-2,3	-1,4	-1,1
Solde budgétaire	18,2	0,1	12,9	16,9	10,3	5,7
Dette fédérale	-21,5	-21,5	-34,5	-51,3	-61,5	-67,2

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Notes

1. Les *Perspectives économiques et financières* de septembre 2020 se trouvent à l'adresse suivante : <https://pbo-dpb.gc.ca/fr/blog/news/RP-2021-027-S--economic-fiscal-outlook-september-2020--perspectives-economiques-financieres-septembre-2020>.
2. Nous continuons toutefois de nous attendre à ce que la pandémie ait des répercussions permanentes sur l'économie canadienne. Le PIB réel devrait être inférieur de 0,9 % en 2024 à ce que nous annonçons dans nos perspectives publiées en novembre 2019, soit avant la crise.
3. Nos perspectives actualisées sur les prix du pétrole sont légèrement plus élevées que nous le prévoyions dans notre rapport de novembre 2019. Les cours du WTI et du WCS y sont supérieurs, respectivement, de 1 et 7 dollars américains le baril, en moyenne, de 2021 à 2025.
4. Par rapport à nos perspectives de novembre 2019, le niveau du PIB nominal projeté de 2022 à 2025 n'est supérieur que de 2,3 milliards de dollars (0,1 % par année en moyenne (rajusté en fonction des données historiques)).
5. Rappelons que dans l'*Énoncé économique de l'automne*, le taux d'emploi, les heures totales travaillées et le taux de chômage étaient reconnus comme des déclencheurs fondés sur des données pour souligner « quand la remise sur pied faisant suite à la récession causée par la COVID-19 sera terminée » et les dépenses de relance prendront fin. Ces indicateurs font l'objet d'une analyse comparative par rapport à leurs niveaux antérieurs à la pandémie, c'est-à-dire de février 2020.
6. Pour plus de détails, voir le rapport *Enjeux pour les parlementaires* du DPB de décembre 2020, à : <https://www.pbo-dpb.gc.ca/fr/blog/news/RP-2021-037-S--fall-economic-statement-2020-issues-parliamentarians--enonce-economique-automne-2020-enjeux-parlementaires>.
7. Nous avons également tenu compte des améliorations aux prestations de relance annoncées le 19 février. Les évaluations de coût réalisées par le DPB pour les améliorations apportées aux prestations canadiennes de relance et à l'assurance-emploi se trouvent à l'adresse suivante : <https://www.pbo-dpb.gc.ca/fr/legislative-costing-notes--notes-evaluation-cout-mesure-legislative>. Nos perspectives prébudgétaires ne tiennent par ailleurs pas compte des autres mesures financières prises depuis la publication de l'*Énoncé économique de l'automne*.
8. Dans son *Énoncé économique* de novembre, le gouvernement prévoyait un déficit budgétaire de 381,6 milliards de dollars en 2020-2021, soit 18,2 milliards de plus que nos estimations prébudgétaires. Nous prévoyons une hausse des recettes fiscales et une diminution des dépenses de fonctionnement, même après la prise en compte des améliorations aux prestations de relance annoncées en février.
9. Voir l'annexe C pour les détails.

10. Cette hypothèse découle de l'exposé présenté par l'Agence de la santé publique du Canada le 19 février, intitulé *Le point sur la COVID-19 au Canada : Épidémiologie et modélisation*, qui se trouve à : <https://www.canada.ca/content/dam/phac-aspc/documents/services/diseases-maladies/coronavirus-disease-covid-19/epidemiological-economic-research-data/update-covid-19-canada-epidemiology-modelling-20210219-fr.pdf>. Nos perspectives cadrent de manière générale avec des mesures sanitaires et de protection individuelle renforcées dans les prochains mois visant à limiter la propagation du coronavirus et de ses variants et à éviter une flambée de nouveaux cas.
11. L'immunité collective contre une maladie est atteinte lorsqu'un pourcentage suffisant de la population a déjà contracté la maladie ou a été vacciné. Selon l'Agence de la santé publique du Canada, « [l]a proportion de la population qui doit être immunisée pour atteindre l'immunité collective dépend de plusieurs facteurs, le plus important étant la transmissibilité de l'agent infectieux depuis une personne infectée présentant des symptômes ou depuis une personne colonisée sans symptôme ». Pour plus de détails voir : <https://www.canada.ca/fr/sante-publique/services/publications/vie-saine/guide-canadien-immunisation-partie-1-information-cle-immunisation/page-14-immunologie-vaccinologie-base.html>.
12. Nos nouvelles perspectives pour les États-Unis tiennent aussi compte de l'administration plus rapide que prévu des vaccins.
13. Le DPB a publié une mise à jour de son *Rapport sur la viabilité financière* de février 2020 avant la sortie de l'*Énoncé économique de l'automne* publié du gouvernement. Dans son évaluation, le DPB indiquait que la politique budgétaire fédérale était viable à long terme. Nous estimions que le gouvernement fédéral pourrait augmenter de façon permanente les dépenses ou réduire les impôts de 0,8 % du PIB (19 milliards de dollars en dollars courants, augmentant parallèlement au PIB par la suite), tout en stabilisant le ratio de dette net à son niveau d'avant la pandémie. Voir : <https://www.pbo-dpb.gc.ca/fr/blog/news/RP-2021-033-S--fiscal-sustainability-report-2020-update--rapport-viabilite-financiere-2020-mise-jour>